

Incidents dans les Deux-Sèvres **Départements de France condamne les dégradations** **et les violences**

Au lendemain des manifestations pourtant interdites qui ont eu lieu à Sainte-Soline pour s'opposer aux retenues de substitution, François SAUVADET, Président de DF et les Départements de France réaffirment leur soutien à la Présidente des Deux-Sèvres et porte-parole, Coralie DENOUES et condamnent tant les débordements de certains militants, que la participation plus ou moins passive d'élus de la Nation à ces incidents.

Les Deux-Sèvres ont de nouveau été le théâtre de débordements, de dégradations et de violences de la part d'activistes radicaux, qui prennent comme prétexte le débat sur les mesures à prendre pour adapter nos techniques agricoles aux conséquences du changement climatique, pour saboter les infrastructures, saccager les chantiers et s'en prendre aux forces de l'ordre.

La majorité des manifestants était peut-être pacifique. Mais plusieurs centaines d'individus violents ont pris à partie de manière totalement injustifiée les forces de l'ordre.

Ces scènes sont inacceptables et choquantes ! Départements de France condamne sans réserve ces agissements et témoigne tout son soutien à la Présidente des Deux-Sèvres, Coralie DENOUES.

« Je considère que le protocole d'accord de 2018, approuvé à l'époque par l'ensemble des parties prenantes, est encore aujourd'hui un bon équilibre entre la nécessaire transition écologique de notre agriculture et la garantie d'un accès à l'eau pour nos cultures et nos élevages en période de sécheresse. Tout saccager au lieu de discuter est une conception radicale de l'écologie que l'on ne peut cautionner. Je suis atterrée par ces soi-disant promoteurs de la démocratie qui, de fait, sont ceux qui la piétinent. », a-t-elle expliqué.

La Présidente des Deux-Sèvres dénonce « la violence d'activistes radicaux qui, par leurs exactions et leur vision caricaturale, mettent à mal l'économie du Département et de la région », ainsi que la présence lors de ces manifestations interdites « de syndicats et partis politiques qui ont organisé cette guérilla rurale et qui cautionnent ces agissements inqualifiables de façon proprement irresponsable et scandaleuse ». Et de conclure : « La République, c'est le débat. Lorsque des décisions sont prises dans le respect des règles de droit, les contester qui plus est violemment, c'est se mettre en dehors de la République. En démocratie, lorsque l'on n'est pas d'accord, on débat, on cherche à convaincre et on gagne les élections. La violence est totalement illégitime dans un État de Droit comme la France. Les

actions de ce week-end sont condamnables d'abord parce qu'elles sont la démonstration de l'esprit totalitaire et antidémocratique de leurs auteurs. »

François SAUVADET, Président de Départements de France, a quant à lui déclaré : « Les Départements sont le bouclier du monde rural. Nous avons vécu un hiver historiquement sec, qui laisse présager du pire pour l'été à venir... Certains de nos agriculteurs sont déjà en grande difficulté. L'utilisation de retenues de substitution est une solution parmi d'autres pour faire face. Elles sont un moyen pour irriguer, en période de sécheresse, sans que les nappes phréatiques soient trop sollicitées. Il est bon de le rappeler. Alors oui, nous devons repenser collectivement l'ensemble du système de production ; oui, il faudra peu à peu abandonner les cultures trop gourmandes en eau, pour d'autres, plus adaptées à la chaleur ; oui, nous devons veiller à protéger l'environnement et assurer une bonne répartition de l'eau. Toutes ces problématiques nécessitent des études et des solutions au cas par cas et non pas une opposition systématique à tout ce qui contrevient à l'idée que les écologistes radicaux se font de ce qu'est la nature. Et certainement pas dans un tel déchaînement de violence que je tiens une nouvelle fois à condamner ! ».